



PASEF

Si nous ne sommes pas invités à la table, c'est que nous sommes AU MENU !



Alors que la crise budgétaire du Département de l'Hérault sévit depuis janvier 2025 sur plusieurs services de la collectivité, les agent.es du PASEF, jusque-là épargné.es, se préparent à une rentrée difficile. Aussi prioritaires que soient les missions de l'action sociale, la situation va se durcir sur la fin de l'année et d'après annonces sont à craindre au regard des réflexions en cours dans les directions. Plusieurs équipes de STS s'inquiètent. La FSU alerte le PASEF.

Nous l'avons compris, des économies s'imposent et dorénavant toutes les directions doivent être force de propositions, PASEF y compris. Au vu de la hausse de la charge de travail dans certains STS, plusieurs équipes ont déjà tiré la sonnette d'alarme. Actuellement, le temps est à la mutualisation avec des expérimentations en cours ou en projet pour faire face à la problématique des informations préoccupantes (IP) et à la démographie croissante de certains territoires notamment. Des cadres de proximité disent à leur équipe contribuer à des réflexions internes autour de pré-propositions. Le peu d'informations qui commencent à redescendre s'avèrent confuses et fondées sur des données non consolidées. L'avis des agents, lorsqu'il est demandé, est sollicité sans connaître concrètement le projet du PASEF dont le seul mot d'ordre connu est de faire à moyens constants dans un mode dégradé désormais banalisé et normalisé par l'administration.

Une rentrée glissante face à une communication absente.

De quoi parle le PASEF ? Et de quoi doivent s'inquiéter les équipes ? Depuis quelques semaines, nous assistons à une dynamique qui distille les inquiétudes des agent.es dans lesquelles les Responsables Territoriaux des Solidarités (RTS) sont fatalement pris en étau. Tout cadres qu'ils.elles sont, les RTS sont dans une position à minima inconfortable pour certain.es si ce n'est intenable pour d'autres. Or, dans le contexte actuel, leur rôle d'encadrant.es de proximité est plus que jamais fondamental pour préserver une cohésion d'équipe et relayer la parole des agent.es de terrain auprès des directions, fort de leur connaissance des réalités et spécificités de leur territoire ainsi que des conditions de travail des équipes.

Quoi, quand, où, comment, pourquoi ?

«Redéfinition du territoire ? », «mutualisation ? », « fusion ? », «volontariat ? », «expérimentation ? », poste ASI redéfini et fléché en poste spécialisé IP ? La FSU alerte les assistant.es administratif.ves, assistant.es de service social, conseillères en économie sociale et familiale, éducateur.rices spécialisé.es, puéricultrices, sages-femmes et infirmiers.ères, médecins qui pourraient être au menu à défaut d'être véritablement à la table des discussions.

Jusqu'où sera prête à aller l'administration ? Quid de l'organisation transversale avec les équipes PMI et STEF ? Par ailleurs, des agent.es craignent d'être détaché.es de leur poste pour être affecté.es sur des missions différentes pour répondre au poids de charge plus importante d'un autre secteur. Leurs inquiétudes sont légitimes compte tenu des limites du volontariat.

Attentifs aux réflexions en cours, nous exigeons que les projets de réorganisations à l'étude soient clairement exposés avec les agent.es et débattus dans le détail avec les organisations syndicales représentatives du personnel. Aussi nous appelons l'ensemble des agent.es des Maisons Départementales des Solidarités à être plus que jamais attentif.ves, présent.es et actif.ves dans les réunions à venir au sein de leurs équipes : questionner, nourrir le débat et se mobiliser !